



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 05 mai 2024 N° 505 PRIX : 1 Euro

Sénégal

Diomaye et Sonko montrent leur vrai visage d'anti-pauvres.



18 et 19 avril 2024 à Dakar : affrontement entre forces de l'ordre et manifestants opposés aux opérations contre les petits commerçants. À droite, les policiers et les nervis ont détruit une installation d'un petit commerçant à Colobane.

- **Sommaire au verso**
-

Sommaire

Éditorial

Sénégal : Diomaye et Sonko montrent leur vrai visage d'anti-pauvres.

Pages 3-4 **Le capitalisme** c'est la barbarie et la guerre.

Pages 5 à 8 **Côte d'Ivoire** :

▶ King Ivoire : les travailleurs relèvent la tête !

▶ Chantier de TCPP à Abo-bo-Doumé : les travailleurs ont fait plier la direction !

▶ Chantier AVICintel : la détermination a payé !

▶ Scolarisation : le discours officiel est loin de la réalité.

▶ Non à l'augmentation des factures d'électricité !

▶ Insalubrité et propagation de maladies : l'État est responsable !

Pages 8-9 **Madagascar** : le ras-le-bol des travailleurs s'est exprimé dans les rues.

Pages 8-9 **Haïti** : les masses exploitées n'ont que le choix de la révolte.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

SÉNÉGAL : DIOMAYE ET SONKO MONTRENT LEUR VRAI VISAGE D'ANTI-PAUVRES.

Le gouvernement de Diomaye Faye et d'Ousmane Sonko vient à peine d'être formé avec la prétention d'être en «rupture» avec les pratiques de l'ancien président Macky Sall, mais il vient de démontrer qu'il est dans la parfaite continuité avec son prédécesseur dans sa manière de traiter les petites gens qui essaient de survivre en faisant du petit commerce ou d'autres activités dites « informelles » le long des rues.

C'est ainsi que le 18 et le 19 avril dernier, les autorités municipales de la capitale et de ses banlieues, avec l'appui des forces de l'ordre et des nervis armés, ont procédé à des opérations violentes dans plusieurs quartiers de la ville pour chasser les petits commerçants accusés d'encombrer les rues et d'occuper illégalement des espaces privés ou publics.

Dans le quartier de Colobane, c'est aux environs d'une heure du matin que les forces de l'ordre ont attaqué les petits commerçants en détruisant leurs marchandises et leurs installations. Malgré cela, ces derniers ont réagi en affrontant les hommes armés. Les affrontements ont continué dans la journée et se sont propagés dans d'autres quartiers comme Grand Yoff où avaient eu lieu les mêmes opérations. Des bus ont été incendiés.

La colère des petits commerçants a été d'autant plus grande que les autorités politiques ont complètement refusé tout compromis avec eux : pas de dédommagement ni d'aménagement d'un lieu de substitution pour que les gens chassés puissent s'y installer. L'État comme les autorités municipales voulaient tout simplement chasser ces indésirables loin de la ville, mais ceux-ci ont montré qu'ils étaient prêts à se défendre.

Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui au Sénégal ont démontré qu'ils n'ont rien de différent de ceux d'hier. Il y a à peine quelques mois, quand leur parti politique, le Pastef était dans l'opposition, Ousmane Sonko et Diomaye Faye avaient promis de lutter contre la pauvreté, contre la hausse des prix des denrées alimentaires et des loyers. Aujourd'hui, ce qu'on observe c'est surtout la distribution

des postes au sein du gouvernement et dans la haute administration. Les nouveaux arrivants parlent beaucoup de faire des audits dans les caisses de l'États, dans les ministères et dans les sociétés étatiques. Les médias proches du gouvernement font état de plusieurs milliards qui auraient « disparus » des caisses de l'État. Le but recherché par les tenants du pouvoir est surtout de repousser aux calendes grecques ce qui a été promis par le Pastef quand il était dans l'opposition.

C'est dire que les travailleurs et la population pauvre en générale, n'ont rien de bon à attendre du nouveau pouvoir, ni

en matière de lutte contre la pauvreté, ni dans la lutte contre le chômage et la vie chère.

Diomaye Faye et son Premier ministre se proclament « anti système » mais ils sont complètement compatibles avec le système capitaliste mondial tout comme les présidents qui se sont succédé dans ce pays depuis la décolonisation.

Les seuls véritables changements que les travailleurs et les pauvres peuvent espérer sont ceux qu'ils arracheront par leurs luttes déterminées et acharnées contre le gouvernement et contre la bourgeoisie capitaliste.

LE CAPITALISME C'EST LA BARBARIE ET LA GUERRE !

Cette année comme tous les ans depuis plus de soixante ans, à l'occasion de la célébration du 1^{er} Mai à Abidjan, les dirigeants des centrales syndicales ont fait la courbette devant les autorités sous prétexte de déposer leur « cahier de doléances ».

Ces gens-là ne représentent en rien les intérêts des travailleurs. D'ailleurs, si toutes ces « doléances » servaient à quelque chose, la majorité d'entre nous ne serait pas plongée dans la misère et la précarité comme nous le sommes aujourd'hui.

Non seulement l'exploitation des travailleurs s'aggrave, mais les prix des biens de consommations ne cessent d'augmenter, ce qui réduit d'année en année notre pouvoir d'achat. La justice la plus élémentaire voudrait que les salaires soient indexés sur le coût de la vie et qu'ils permettent aux travailleurs de vivre dignement. Mais cette justice-là n'est pas de ce monde, elle est faite pour servir les intérêts des riches contre les travailleurs et les pauvres !

Les dirigeants des centrales syndicales qui font des salamalecs tout le long de l'année à ces ennemis des travailleurs, n'ignorent pas cette réalité-là, mais tout en étant officiellement reconnus comme des représentants des salariés, ils sont en réalité des lèches-bottes du patronat et du gouvernement. En échange des services qu'ils rendent à ces derniers, ils reçoivent quelques miettes. Ils font partie de ceux qu'Houphouët Boigny qualifiait déjà en son temps des « grilleurs d'arachides » (dont on pouvait tolérer qu'ils profitent un peu de leur fonction de « grilleurs » pour manger quelques graines).

La bourgeoisie et son État ont besoin de ces larbins tout comme ils ont besoin des ministres, des hauts fonctionnaires et des forces de l'ordre pour que l'ordre capitaliste règne sur toute la société.

C'est une guerre permanente que le capitalisme mène contre le prolétariat. Cette guerre se traduit par l'augmentation de la misère et la pauvreté d'un côté, et par

l'accumulation de la richesse de l'autre. Cette guerre ne se mène pas seulement sur le lieu de travail mais partout.

Les opérations de déguerpissement que des dizaines de milliers de familles pauvres subissent violemment font aussi partie de cette guerre de classes. Elle est alimentée par la convoitise des bourgeois sur les espaces occupés par les familles pauvres à la périphérie de la capitale ou bien dans des quartiers qui étaient auparavant délaissés par les riches. Aujourd'hui, ces espaces sont devenus la proie des promoteurs immobiliers qui bénéficient de l'appui de l'État pour chasser les pauvres afin de s'approprier les terrains ainsi libérés.

Cette lutte à mort qui oppose riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, ne connaît pas de frontière, elle se mène à l'échelle mondiale. Toutes les frontières entre les peuples n'ont été créées que pour nous diviser et nous opprimer.

Il n'y a pas d'avenir pour les travailleurs et les pauvres dans ce monde capitaliste. C'est le règne de la guerre, de la misère et l'exploitation. La barbarie est le lot quotidien des populations pauvres un peu partout sur la planète. Il en sera ainsi tant que la bourgeoisie détiendra entre ses mains le pouvoir économique et politique.

La tragédie qui se déroule en ce moment au Moyen Orient entre l'État d'Israël et le peuple palestinien est une sanglante illustration du poison de la division créée de toute pièce par l'impérialisme, notamment américain, pour mieux dominer cette région riche en pétrole et importante pour le commerce international.

Les guerres qui se déroulent en Ukraine et plus près de nous, en RDC, au Soudan, au Mali ou au Burkina Faso (dont la population

d'un village entier, femmes, enfants et vieillards viennent d'être massacrés par la junte militaire au pouvoir) découlent de la rivalité entre les puissances capitalistes voulant chacune mettre la main sur les richesses pour enrichir sa propre bourgeoisie.

Les budgets militaires qui atteignent des sommets actuellement dans les États impérialistes, montrent qu'ils sont prêts à faire plonger l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale si leurs intérêts sont menacés.

Seule la classe ouvrière de part son nombre à l'échelle internationale et de part son rôle clé dans la production des richesses et dans le fonctionnement de l'économie mondiale, a la capacité de mettre fin au système capitaliste et aux menaces qu'il fait peser sur l'ensemble de l'humanité. Pour atteindre cet objectif, les travailleurs devront s'organiser pour exproprier la bourgeoisie, pour exercer eux-mêmes le pouvoir et faire fonctionner l'économie dans le but de satisfaire les besoins de la majorité de la population. L'humanité fera alors un bond en avant en se débarrassant du système capitaliste et en mettant fin aux guerres et à la barbarie.



Bateaux de guerre des USA patrouillant dans la mer de Chine

Côte d'Ivoire

KING IVOIRE : LES TRAVAILLEURS RELÈVENT LA TÊTE !

Les travailleurs de King Ivoire, une fonderie de métaux située dans la zone industrielle de Yopougon, ont fait grève le 15 Avril dernier. Ils réclament, entre autres, l'embauche en CDI pour les journaliers (ils constituent l'écrasante majorité des travailleurs, certains ont plus de 15 ans d'ancienneté) l'augmentation des salaires, la déclaration à la CNPS, plus de sécurité au travail.

Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail pénibles. Les fours chauffent jusqu'à plus de 1400 °C, pour autant les travailleurs ne sont pas suffisamment protégés, les accidents sont monnaie courante et les salaires très bas.

Depuis des mois, les travailleurs réclament plus de sécurité mais la direction fait la sourde oreille, la grève a fini par éclater.

Les travailleurs ont bruyamment manifesté devant leur entreprise, pancartes en main et banderoles rouges autour de la tête. La direction a fait venir les corps habillés mais

cela n'a pas intimidé les grévistes. Ensuite, elle a tenté de les diviser en annonçant l'embauche de cinquante d'entre eux. Le piège n'a pas fonctionné, les travailleurs sont restés unis.

Même si au final les grévistes n'ont pas eu gain de cause, ils sont fiers d'avoir réussi à se mettre tous en lutte pour la première fois. C'est une expérience précieuse pour les prochaines grèves.



15 avril 2024 : des travailleurs en grève dans la Fonderie King Ivoire (zone industrielle de Yopougon).

CHANTIER DE TCP À ABOBO-DOUMÉ : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PLIER LA DIRECTION !

TCP (Téranga Compagnie et Plus) est une entreprise du BTP qui a un chantier dans la cité du groupe Addoha à Abobo-Doumé. Depuis le mois de mars, les travailleurs ont interpellé à plusieurs reprises la Direction sur plusieurs points de revendications, notamment le paiement des heures supplémentaires. Plusieurs « négociations » ont eu lieu, précédées à chaque fois par un arrêt de travail ou une grève. Mais à chaque fois que le calme revient sur le chantier, la direction en profite pour exercer des menaces et des pressions sur les

travailleurs afin de casser le moral de ceux qui essaient de se mobiliser pour revendiquer.

Excédés par les manœuvres du patron, les travailleurs ont réagi en choisissant le jour du coulage de béton pour arrêter de travailler. Ils ont attendu l'arrivée sur le chantier des camions-toupies remplis de béton et puis ils ont arrêté de travailler. Comme un seul homme, ils sont descendus des bâtiments pour se rendre à la direction et réclamer leurs dus.

Les camions toupies ont attendu durant plusieurs heures sans pouvoir décharger leur contenu. Ce fut une pure perte pour le patron car il a été contraint de payer la facture sans avoir pu utiliser le béton resté dans les toupies.

Après avoir reçu cette leçon, la direction a fini par payer la semaine suivante le rappel des heures supplémentaires. De plus, elle a commencé à se conformer un peu plus à la réglementation, en respectant notamment le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), en fournissant les EPI, ainsi qu'une boîte à pharmacie sur le chantier.

Les travailleurs ont repris le travail, tout en sachant qu'il leur faudra rester sur leur garde. Ils savent que le patron tentera de reprendre d'une main ce qu'il a été obligé de céder de l'autre.



Un des nombreux chantiers construits à Abidjan par le groupe immobilier marocain Addoha.

CHANTIER AVIC INTEL : LA DÉTERMINATION A PAYÉ !

À Diabo, une petite ville à quelque dizaines de kilomètres de Bouaké, l'État est en train de construire un lycée professionnel. L'exécution des travaux est confiée à l'entreprise AVIC INTL, mais depuis le mois de juillet 2023, celle-ci sous-traite les travaux auprès d'une autre entreprise.

Les travaux tirant à leur fin, les travailleurs ont exprimé leurs revendications, avant qu'il ne soit trop tard pour eux. Il s'agit des droits non payés ou des retenus sur leurs salaires.

Ayant marre des négociations qui traînent en longueur avec l'Inspection du travail et le patron, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève, le 16 Avril. Au bout de trois jours de grève, le patron a convoqué une autre séance de « négociation » pour le mardi 22 avril. À cette séance, il était convenu qu'il allait présenter le montant à verser à chaque travailleur. Mais, encore une fois, ce n'était qu'une diversion. Des

travailleurs en colère tapaient sur la table malgré la présence du commandant de la brigade de gendarmerie. Les représentants des travailleurs sont sortis de la salle pour aller faire un compte-rendu aux 150 de leurs collègues massés devant le chantier.

En apprenant que le patron n'était pas décidé à déboursier la somme qu'il devait à ses salariés, ceux-ci ont commencé à ériger des barricades en scandant qu'ils veulent leur argent volé. Le Directeur de l'Inspection a tenté une nouvelle fois de les mener en bateau, mais lui et le petit patron ont été bloqués sur le chantier par les grévistes. Leur calvaire a duré quatre heures. Ce sont les gendarmes venus de Bouaké et de Botro qui les ont sortis du pétrin !

La mobilisation a été un succès puisqu'une semaine plus tard, les sommes volées aux travailleurs ont été reversées, y compris à ceux qui ont déjà été renvoyés.

SCOLARISATION : LE DISCOURS OFFICIEL EST LOIN DE LA RÉALITÉ !

Le gouvernement se vante souvent de sa prétendue lutte contre l'analphabétisme, de ses prétendues prouesses en matière de nombre d'écoles construites chaque année, de nombre d'emplois créés pour la jeunesse, etc. Mais la réalité est toute autre.

Par exemple, dans un village situé dans les environs d'Agboville il n'y a qu'une école avec six salles de classes, allant du CP1 au CM2. C'est très loin de ce qui serait nécessaire pour scolariser les enfants de ce village. Il faudrait six enseignants pour qu'il y ait au moins un enseignant par classe alors qu'il n'y en a que deux pour 6 classes.

Malgré sa demande de quatre enseignants auprès de l'État, le responsable de cet établissement n'a rien obtenu. Du coup, pour ne pas laisser les élèves sans scolarité, il a réuni les parents pour recruter quatre

jeunes du village ayant un minimum de bagage pour donner des cours élémentaires. Les parents ont dû cotiser pour assurer leur salaire.

A la fin de l'année scolaire, le chef de l'établissement a fait une nouvelle demande auprès de l'État, en vain. Sauf que cette année, beaucoup de parents n'ont pas pu cotiser alors que les instituteurs recrutés localement ont quand même assuré leur travail sans avoir eu leur rémunération en contrepartie. Les deux instituteurs officiellement recrutés par l'État leur donnent par solidarité de temps à autre une partie de leur maigre salaire.

Le gouvernement a trouvé des dizaines de milliards pour organiser la CAN il y a quelques mois, mais que des miettes pour la scolarisation des enfants de pauvres.

NON À L'AUGMENTATION DES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ !

Les nouvelles factures d'électricité plus salées que les précédentes ont commencé à être distribuées. Cela entraîne de la grogne au sein de la population, d'autant plus que les augmentations vont bien au-delà des 10 % annoncés par le gouvernement pour certaines factures.

La CIE a ouvert une « ligne verte » pour expliquer ces augmentations, cela ressemble plutôt à une diversion. Nos salaires sont bloqués alors que tout augmente : il est là notre problème !

En temps normal, en plus de l'électricité consommée, diverses taxes viennent s'y ajouter : la « prime fixe », la tva de 18%, la redevance Électrification Rurale, la « taxe rémunératoire pour l'enlèvement des ordures ménagères », la Redevance RTI et le

timbre d'État. Toutes ces taxes représentent plus de 20% de la facture.

Ce qui fait que pour une consommation réelle de 50.000 F d'électricité, l'abonné doit déboursier en moyenne 10.000 F en plus pour les taxes et redevances diverses. Rappelons qu'une augmentation d'environ 10% avait déjà été effectuée au 1er juillet 2023.

À tous ces nouveaux frais, il faut encore ajouter 10% supplémentaire puisque qu'en décembre 2023 le ministre de l'Énergie avait annoncé « un ajustement nécessaire » faisant passer le prix moyen de 79 à 87 Francs CFA le kilowatt heure

Les familles modestes doivent supporter ces augmentations alors que par ailleurs la CIE annonce pour le 1^{er} trimestre de 2024,

des bénéfiques en augmentation de 134% comparativement à la même période l'année dernière. Sans une réaction vigoureuse des populations, comme ce fut le cas

en juillet 2016, les populations pauvres continueront de subir toutes sortes d'augmentations au profit des capitalistes.

INSALUBRITÉ ET PROPAGATION DE MALADIES : L'ÉTAT EST RESPONSABLE !

Dans le district d'Abidjan et particulièrement dans la commune de Yopougon, nombre d'égouts sont bouchés sans compter que dans certains quartiers, il n'existe même pas d'égouts ni de caniveaux. Les eaux usées stagnent dans les rues et dégradent la voirie tout en nous compliquant la vie. Nous marchons quotidiennement dans ces eaux insalubres. Sur le bord de ces rues malsaines, nous achetons à manger et à boire. Quand il pleut, ce sont ces eaux qui se retrouvent parfois dans nos maisons.

C'est une des causes des maladies telles que le paludisme, la fièvre typhoïde et bien d'autres qui font des ravages dans nos quartiers insalubres. Elles tuent et en même temps obligent les habitants de ces quartiers à dépenser une grande partie de leurs maigres revenus dans les soins médicaux.

Les autorités politiques font semblant de ne rien voir, pourtant, elles sont les premières à détruire nos habitations sous prétexte que c'est pour sauver nos vies.

Madagascar

LE RAS-LE-BOL DES TRAVAILLEURS S'EST EXPRIMÉ DANS LES RUES

De nombreux travailleurs du pays ont saisi l'occasion du 1^{er} mai pour être présents en grand nombre dans les rues des grandes villes du pays. Depuis plusieurs jours des groupes se formaient ça et là dans les quartiers populaires pour se faire entendre et pour dénoncer les injustices auxquelles ils sont confrontés au quotidien. De nombreuses voix se faisaient entendre pour dénoncer la dégradation des conditions de travail principalement dans les zones industrielles dites franches et dans les ports : lorsqu'il y a des coupures d'eau dans les ateliers, les patrons poussent l'arrogance jusqu'à défalquer leur manque à gagner sur le peu qu'ils payent à leurs salariés.

Parmi les maux endurés par les travailleurs, des porte-paroles en ont dénoncé quelques-uns, à savoir qu'ils vivent dans des conditions de misère, soulignant le besoin urgent

de protection sociale y compris pour les travailleurs du secteur informel qui eux sont totalement délaissés, privés de protection sociale, de droit à la retraite et de sécurité sanitaire. Selon de récentes déclarations de Hanitra Razakaboana actuelle ministre du Travail, ceux du secteur informel constituent 90% des personnes actives. Le chômage frappe fort la jeunesse aussi puisque sur dix à douze millions de jeunes en recherche d'emploi cette année, seuls 600 000 en auraient trouvé, précaire et mal payé, après tout un parcours du combattant.

Une augmentation des salaires correspondant à environ 10% selon des considérations catégorielles compliquées, a été accordée par le gouvernement et les entreprises sont censées appliquer cette mesure depuis le début du mois d'avril. Dans les faits elles

font comme si elles n'étaient pas au courant. En 2023 une hausse similaire avait été annoncée mais bien peu de patrons l'ont accordée, sous prétexte que le décret d'application n'était pas paru, lequel décret n'est finalement sorti qu'en avril 2024. Le patronat est bien conscient qu'il n'a rien à craindre venant du pouvoir en place.

Lors de cette journée du 1^{er} mai dans la capitale, comme à leur habitude, les dirigeants syndicaux ont dénoncé pêle-mêle toutes ces injustices. Ils ont même « *poussé des cris d'alarme* » lors d'une conférence de presse, sans pour autant proposer d'autres perspectives aux travailleurs que celle d'être présents au boulot dès le 2 mai.

Avec des représentants aussi veules, les travailleurs malgaches sont loin de pouvoir arracher quoi que ce soit qui puisse améliorer leurs conditions d'existence.



Lors du défilé du 1^{er} Mai 2018 à Tana, des travailleurs revendiquent des augmentations de salaires pour faire face à la vie chère.

Dans le monde

HAÏTI : LES MASSES EXPLOITÉES N'ONT QUE LE CHOIX DE LA RÉVOLTE

(Cet article est extrait du mensuel *La Voix des travailleurs* édité à Haïti par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) le 28 avril 2024).

Les classes dominantes et leurs valets de la classe politique ont laissé proliférer les gangs criminels dans le pays. Pour eux, mieux vaut avoir affaire à des gangs criminels, des assassins qui sèment le deuil et la terreur sur leur passage mais qui s'inscrivent dans la défense de l'impérialisme, que d'affronter des millions de travailleurs, des chômeurs, qui se révoltent contre l'enfer du système d'exploitation capitaliste.

Depuis plusieurs années, les masses populaires vivent au rythme des massacres, des actes terroristes tous plus odieux les uns que les autres. Des quartiers entiers sont rasés et vidés de leurs habitants. Des centaines de milliers de personnes deviennent du jour au lendemain des sans-domicile,

certaines étant contraintes de vivre dans des camps ou de fuir vers des villes de province. Des hôpitaux, des écoles, des marchés publics sont incendiés.

Cela n'émeut pas tant la bourgeoisie, qui continue d'engranger des richesses, quitte à payer grassement les groupes armés pour protéger ses affaires. De toute façon, ce sont les travailleurs qui paieront la facture par l'augmentation des prix. Hier comme aujourd'hui, la détresse de la population a toujours été le cadet des soucis de la classe politique. Malgré le délitement presque total du pays, elle continue de se battre autour du pouvoir, comme des charognards pour satisfaire leur gourmandise.

Maître des lieux, l'impérialisme, à travers

ses ambassades, ne se sent pas plus préoccupé par le pourrissement de la situation. Si cela coïncide, des contingents de soldats étrangers peuvent être dépêchés pour venir protéger ses intérêts et évacuer ses ressortissants, comme ils le font actuellement.

Malgré la situation apocalyptique du pays, des armes de gros calibre, des drones, des grenades continuent d'arriver entre les mains des gangs criminels, en provenance des USA, des Caraïbes, de Saint-Domingue. Ce qui fait dire à certains que Haïti et ses classes populaires sont victimes d'un complot.

Loin d'être victime d'un complot, Haïti est victime de la domination capitaliste de la planète depuis le débarquement des mercenaires à la solde de la bourgeoisie montante en Europe, de 1492 jusqu'à aujourd'hui. En cela, Haïti n'est pas une exception. Mais pour avoir, d'une part, tenu tête aux colons esclavagistes français en arrachant leur liberté de haute lutte, en infligeant, d'autre part une défaite humiliante à Napoléon par l'obtention de leur indépendance, les masses haïtiennes victimes de l'esclavage se sont singularisées comme le symbole des luttes contre l'oppression.

Si les gangs armés n'ont pas encore investi toutes les grandes villes du pays, c'est en grande partie dû à la vigilance de la population. Et même à Port-au-Prince, en dépit de la toute-puissance affichée des gangs criminels, certains quartiers comme Canapé-Vert, Juvenat, la ville de Mirbalais, etc. résistent. Dans certains quartiers, les gens s'organisent et engrangent quelques succès.

C'est par la révolte générale de la population que les esclaves ont arraché leur liberté et proclamé leur indépendance à la barbe des colons français et alliés. C'est l'embrassement général des masses laborieuses qui mettra fin à la barbarie des gangs armés et au système d'exploitation qui leur a donné naissance.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir